



## **REVUE DE PRESSE**

**Vendredi 28 décembre 2018**



## Coût des catastrophes liées au changement climatique

### Top 10 - Année 2018

Estimation en milliards d'euros



#### ETATS-UNIS

Ouragans Florence (15 Mds) et Michael (13 Mds)

28



#### ETATS-UNIS

Feux en Californie

7,9 à 11,4



#### JAPON

Inondations

8,2 à 11



#### CHINE

Inondations

8,2



#### AUSTRALIE

Sécheresse

5,1 à 7,9



#### EUROPE

Sécheresse

6,6



#### ARGENTINE

Sécheresse

5,3



#### INDE, Kerala

Inondations

3,2



#### AFRIQUE DU SUD, Cap Town

Sécheresse

1,1



#### PHILIPPINES et CHINE

Typhon Mangkhut

0,9 à 1,8

L'ONG britannique Christian Aid, qui lutte contre la pauvreté, a tenté de calculer le «coût d'un an de changement climatique», en recensant les dix événements les plus destructeurs en 2018, en passe d'être classée quatrième année la plus chaude jamais enregistrée. Son étude publiée hier se base sur les données de réassureurs, de banques et de gouvernements. Le rapport évalue entre 75 milliards et 84 milliards d'euros le coût de ces dix événements climatiques majeurs, une somme «très probablement sous-estimée» parce que les données les plus fiables sont celles correspondant aux biens assurés, ce qui est rarement le cas dans les pays en développement.

Sources : Le Monde - (ONG) Christian Aid

INFOGRAPHIE CL



■ Équiper sa voiture pour qu'elle carbure au GPL ou au bioéthanol, des carburants à petit prix  
 ■ Les garagistes en Charente comme ailleurs voient se multiplier les demandes ■ Conseils des pros.

# Ethanol, GPL: carburer moins cher en s'équipant



Myriam HASSOUN  
 m.hassoun@charentelibre.fr

**C**arburer moins cher. Vraiment moins cher. C'est possible en équipant sa voiture de manière à ce qu'elle fonctionne au bioéthanol (E85) ou au GPL. Entre 0,45 cts et 0,61 cts le litre pour l'E85. Entre 0,78 cts et 0,91 cts le litre pour le GPL. Les prix sont attractifs. Au moment d'acheter son véhicule, on peut choisir ces solutions. Mais avec l'augmentation des carburants, les garagistes en Charente comme ailleurs reçoivent de nombreux appels de clients prêts, à transformer leur moteur essence. Avec de substantielles économies à la clé.

## Passer à l'éthanol

Bernard Genty, garagiste à Puymoyen, installe des kits éthanol depuis quinze ans. «Depuis quelques mois, c'est la folie: on doit avoir trois ou quatre demandes par semaine», décrit le professionnel, qui en est équipé à titre privé. Chez TM Evolution, installateur à Cognac, on parle aussi d'une «explosion des demandes». «Depuis la rentrée, on doit avoir une dizaine d'appels par jour, on fait beaucoup de conversions, assure Maureen Chaudet, la fille du patron du garage. C'est même devenu l'une de nos activités princi-



À Puymoyen, Bernard Genty (à gauche) est sollicité «au moins trois ou quatre fois par semaine» pour poser des kits éthanol sur des véhicules essence.

Photo Renaud Joubert

va augmenter, c'est un carburant vert, qui fait peut-être fait un pied de nez à l'électrique», assure Maureen Chaudet. Seuls les véhicules essence peuvent être transformés. L'installation coûte de 600 € à 765 €, en moyenne, dans les garages charentais. «C'est vite rentabilisé», promet Bernard Genty. L'éthanol coûte deux à trois fois moins cher que le diesel ou l'essence. À savoir que cela consomme plus: «10 % à 20 % en plus environ», selon Bernard Genty.

La pose se fait en deux à trois heures. «Mais on la garde la journée et on ne la redonne que le lendemain pour voir si elle démarre bien après la pose du kit», explique quant à lui Bernard Genty. «Et on revoit le véhicule quand il est à 100 % éthanol car il y a parfois quelques réglages à faire.» Un contrôle compris dans le prix.

## Est-ce homologué?

Jusqu'à très récemment, non. Ce

qui peut poser des problèmes, au contrôle technique par exemple. Mais la conversion à l'éthanol est désormais reconnue par les pouvoirs publics depuis l'arrêté du 15 décembre 2017. Celui-ci définit la procédure d'homologation des boîtiers, la liste des fabricants et installateurs agréés, les modifications apportées à la carte grise. TM Evolution est agréé Flexfuel. La liste des installateurs et fabricants agréés est disponible sur le site [www.bioethanol.fr](http://www.bioethanol.fr). Si vous faites installer un boîtier non encore homologué, il faudra compter un surcoût ultérieur pour les démarches.

## 20 euros le plein

Christophe Nanglard, de Châteauneuf, n'a qu'une réponse: «On a commencé début 2018 et je ne sais pas pourquoi on n'y a pas pensé plus tôt... On fait le plein pour 20 €, alors que pour notre autre véhicule diesel, ça nous coûte 90 €». Dans sa Twingo de 2002, il

met direct de l'éthanol. Sans boîtier. «En été, je mets 100 % d'éthanol, mais par contre en hiver, je fais moitié SP95, moitié éthanol.»

## Passer au GPL

Une dizaine d'appels par semaine pour se renseigner sur le GPL. Stéphane Bouquet, spécialiste de l'adaptation des autos au GPL voit le nombre de demandes augmenter ces derniers temps. GPL signifie «gaz de pétrole liquéfié», explique le garagiste installé au Grand-Girac à Saint-Michel. «C'est un résidu de haut-fourneau du pétrole, c'est si peu cher car en fait c'est un déchet, à la différence du bioéthanol qu'il faut produire.» La transformation du véhicule implique la pose d'un réservoir de gaz. Il se met à la place de la roue de secours. Là encore, seuls les véhicules essence sont concernés. Comptez entre 1 800 € et 4 000 € pour la conversion, selon les modèles. Le GPL coûte 1,5 à 2 fois moins cher que le SP95. Il faudra environ une semaine de travail sur la voiture «en comptant le passage devant la Dreal avec les papiers».

## Est-ce homologué?

Oui, une fois la transformation faite, la carte grise peut bien inscrire la bi-carburant essence/gaz. Le contrôle technique doit ensuite s'effectuer dans un centre agréé spécialisé GPL. Quant à la dangerosité, c'est un a priori, selon Stéphane Bouquet: «C'est aussi dangereux que d'avoir une bonbonne de gaz dans sa voiture.»

## Écologique et économique

Ludovic Duplenne, de Confolens, roule au GPL depuis deux ans et demi. À la base de son choix, l'argument écologique autant qu'éco-

» Pour un plein au GPL, 32 litres à 25 €, nous faisons 450 km.

à notre portée et nous ne sommes pas en plus convaincus que cela soit vraiment écologique... L'avantage est avant tout économique: pour un plein, 32 litres à 25 €, nous roulons 450 km en roulant raisonnablement. J'ai une amie qui roule au diesel et qui met 90 € pour 800 km, je vous laisse faire le calcul! Pour Ludovic Duplenne, le fait qu'il y ait peu de stations qui délivrent du GPL suppose qu'il faut s'organiser: «En cas de long voyage, il vaut mieux préparer son parcours en fonction des stations, il y a un site internet qui les recense: GPL online.»

## Peu de stations en Charente

Quatre stations qui dispensent de l'éthanol. Neuf où l'on peut trouver du GPL. C'est l'un des inconvénients de ces carburants: on ne les trouve pas partout. Deux sites internet les recensent, ce qui permet de s'organiser. Pour l'éthanol, [www.bioethanolcarburant.com](http://www.bioethanolcarburant.com). Les quatre stations qui délivrent du E85: Intermarché de Roumazières-Loubert, Leclerc d'Angoulême, Total Access route de Bordeaux à Angoulême, Intermarché de Jarnac. Pour le GPL, [stations.gplonline.fr](http://stations.gplonline.fr). Les neuf stations qui délivrent du GPL: Total Barbezieux, Géant Casino à Champniers, Auchan à Châteaubernard, Intermarché et Leclerc à Cognac, Avia Picoty à Gond-Pontouvre, Intermarché à Jarnac, Auchan La Couronne, Leclerc de Ruffec.



Stéphane Bouquet, à Saint-Michel, est spécialiste de l'équipement de voitures pour qu'elles carburent au GPL.

Photo CL



## Angoulême

# Mise à mort de Macron: trois journalistes de CL entendus

**L**es trois organisateurs de la mise en scène macabre de la «mise à mort de Macron», qui s'est déroulée vendredi à Bourgines, sont, selon nos informations, convoqués ce vendredi matin au commissariat d'Angoulême. Ils devraient être placés en garde-à-vue. C'est leur identité qui apparaît sur la déclaration de manifestation faite en préfecture. Ce sont eux, aussi, qui avaient obtenu le prêt de Bourgines par la mairie. Ils seront accompagnés par un avocat parisien. Plusieurs gilets jaunes, en particulier de Girac, ont participé à une cagnotte pour financer leur défense. Ce jeudi, alors que la Chancellerie suit de très près l'évolution de l'enquête, ce sont trois journalistes de *Charente Libre* qui ont été entendus par les services de police dans le cadre de cette affaire: le reporter, le photographe et un membre de la rédaction en chef. Non pas comme témoins, mais comme «mis en cause» pour «provocation non suivie d'effet au crime ou délit par parole, écrit, image ou moyen de communication au public par voie électronique». Alors même qu'ils ont couvert cet événement -comme toute manifestation d'actualité- selon les critères déontologiques et conformes au droit à l'information. Fidèle à sa conception du

journalisme sans complaisance, tant à l'égard des pouvoirs que des groupes de pression ou des mouvements tels que les gilets jaunes, *Charente Libre* continuera de remplir sa mission de témoin. Et se réserve toute possibilité de recours à l'égard de ceux qui tenteraient de limiter ce rôle.

L'événement, qui a choqué jusqu'au Premier ministre, a créé une scission dans un mouvement déjà traversé par de nombreuses fractures. Ainsi, ce jeudi, les historiques du rond-point des Effamiers, à Soyaux, ont tenu à se désolidariser de «la simulation d'actes macabres qui s'est déroulée à Bourgines». D'autres gilets jaunes, dont un qui a participé à la pièce, ont fait de même.

Pendant ce temps, des actions coup-de-poing ont toujours lieu. Des pneus brûlés sous le pont de Bourlioni, à Saint-Michel, dans la nuit de mercredi à jeudi. Une bouteille de gaz jetée dans un feu, mardi, à Girac, où des gilets jaunes restent sur le pont. Mais aussi des dissensions fortes dans le mouvement, au point que l'assemblée générale des gilets jaunes de Cognac, mercredi au bowling de Châteaubernard, s'est révélée houleuse selon plusieurs témoins.

Ismaël KARROUM

## Le chiffre

# 19

C'est le nombre de personnes ayant trouvé la mort sur les routes de Charente depuis le début de l'année 2018.

La préfecture de la Charente rappelle ce triste décompte pour mettre en garde les

conducteurs contre les «fautes de comportements», bien souvent causes de ces accidents mortels.

Et notamment l'alcool, alors que se profilent le week-end et la Saint-Sylvestre. Marie Lajus, la préfète de la Charente, «appelle à la responsabilité de chacun». Les forces de l'ordre seront mobilisées et intensifieront leurs contrôles sur l'ensemble du département.

# Le nombre de Charentais stagne

La population charentaise a stagné entre 2011 et 2016, date du recensement qui entrera en vigueur au 1er janvier prochain. C'est ce que révèle une étude de l'Insee publiée hier. Décryptage.

Myriam HASSOUN  
m.hassoun@charentelibre.fr

Nous sommes officiellement 353 288 habitants en Charente (1). Ces chiffres entreront en vigueur au 1er janvier 2019, et sont issus du recensement de 2016, sur lequel l'Insee Nouvelle-Aquitaine a fait paraître une étude hier. Le nombre d'habitants dans le département a stagné entre 2011 et 2016. L'évolution annuelle moyenne de la population légale en Charente sur ces cinq ans est en effet de... 0%. Pour comparaison, en Nouvelle-Aquitaine, cette évolution est de +0,6 %. Elle atteint les +0,4 % pour la France métropolitaine.

## Angoulême et Cognac stagnent, Confolens perd

Signe de vieillissement: le solde naturel du département est déficitaire de -0,1 %, c'est-à-dire que le nombre de décès dépasse légèrement celui des naissances. Un déficit comblé par une évolution de +0,2 % du solde migratoire: le nombre de personnes venant s'installer en Charente est un peu supérieur au nombre de personnes quittant le département. L'arrondissement d'Angoulême voit légèrement croître son nombre d'habitants (+0,2 % en moyenne par an entre 2011 et 2016) pour atteindre les 181 456 habitants. Tandis que la commune d'Angoulême voit sa population très peu augmenter (+0,1 % par an en moyenne). L'Insee dé-

## Charente : une démographie en berne (2011 - 2016)



compte une population municipale de 41 935 Angoumoisins. L'arrondissement de Cognac (99 987 habitants) connaît aussi une variation de population proche de zéro. Tout comme la commune de Cognac (18 702 habitants). L'arrondissement de Confolens, en revanche, perd des habitants: -0,3 % en moyenne par an, pour une population qui s'élève désormais à 71 845 habitants. Idem pour la commune de Confolens: -0,5 % en moyenne par an; 2 691 habitants ce

jour. À noter que Confolens bénéficie d'un fort taux de solde migratoire: +1,7 % par an en moyenne. Celui-ci ne venant pas combler un solde naturel déficitaire (-2,4 %). Soyaux, Ruelle et Montbron sont les trois communes qui perdent, en nombre, le plus d'habitants. Pour Soyaux notamment, -182 habitants entre 2011 et 2016 (9356 habitants en 2016; 9538 habitants en 2011). Un chiffre que François Nebout, le maire, conteste vigoureusement: «toutes mes écoles sont bourrées

d'enfants alors quoi, ces enfants sont orphelins?» L'élue s'était déjà opposé à ces résultats au moment de leur parution «mais il y a des administrations qui ne sont pas contestables», commente-t-il ironiquement. Stagner en-dessous de la barre des 10 000 habitants a une incidence sur la dotation à la commune: «et donc, cela a son importance pour une ville comme la nôtre, qui a des difficultés financières: ça pénalise surtout les habitants.» On compte La Couronne, L'Isle-

d'Espagnac et Roullet sur le podium des communes dont le nombre d'habitants a le plus cru entre 2011 et 2016. Pour Jean-François Dauré, maire de La Couronne, la croissance démographique de sa commune s'explique «par des projets attractifs, une fiscalité dans la moyenne de l'agglomération, une attractivité de la vie associative, un coût du foncier qui se maintient...» Selon l'élue, cette tendance se maintient depuis 2016 «avec une croissance de 150 habitants supplémentaires par an». Entre 2011 et 2016, la Nouvelle-Aquitaine a gagné 160 000 habitants. Par rapport aux cinq années précédentes étudiées par l'Insee (2006 à 2011), la croissance de la population régionale est freinée dans tous les départements sauf en Gironde. Les Néo-Aquitains supplémentaires résultent uniquement d'arrivées supérieures aux départs. Dans la région, entre 2011 et 2016, les décès sont partout légèrement supérieurs aux naissances.

Sans surprise, c'est le département de la Gironde qui bénéficie de la croissance de population la plus forte. La croissance démographique régionale se concentre dans les grandes villes. Les petits et moyens pôles urbains, ainsi que leur couronne, et les communes isolées, connaissent dans l'ensemble un net ralentissement démographique.

(1) Le nombre d'habitants, commune par commune, est à retrouver sur [www.charentelibre.fr](http://www.charentelibre.fr)



■ En juin à Cognac, 25 garages brûlaient au passage d'un agent municipal qui désherbait au gaz ■ L'accident a changé la donne ■ Les habitants pourraient être sollicités.

# Feu les torchères à gaz, vive la vapeur et le civisme

Marc BALTZER  
m.baltzer@charentelibre.fr

**A**près le désherbant, les chalumeaux. Et après l'incendie, voici l'eau chaude. Entre le «tout chimique» des années 80 et le «zéro pesticide» des années 2010, la voie des collectivités territoriales est parfois sinueuse et Cognac s'en est souvenu l'année dernière.

”  
Ça va un peu moins vite que le feu, mais ça fonctionne très bien.

Dès 2007, soit bien avant les obligations légales en la matière, la Ville avait décidé de se débarrasser des herbes indésirables avec un minimum de désherbant. Pour cela, elle s'était convertie au feu grâce à une vingtaine de torchères diablement efficaces. Mais sacrément risquées aussi, puisqu'à une série d'incidents mineurs a succédé, le 1<sup>er</sup> juin dernier, un énorme incendie, rue Véron. Un agent municipal avait passé la



Dès les jours qui ont suivi l'accident, la Ville a loué des désherbateurs à eau chaude, avant d'en acheter deux.

Photo M. B.

rue à la torchère et son intervention avait précédé l'embrasement de 25 garages et de deux appartements. Sur place, rien n'a bougé depuis, à part les quelques pans de bois composite qui ferment le lieu. Le travail des experts des assurances est toujours en cours, qui

devra définir les responsabilités, notamment la présence (ou non) d'une flaque d'hydrocarbures sous un portail. Supposée dans un premier temps, elle est contestée par le propriétaire des lieux. En revanche, tout a changé au niveau des techniques de désherbage. Le jour même, le maire Michel Gourinchas avait annoncé la fin des chalumeaux, voués aux gémonies: ils sont en vente depuis et quelques-uns sont déjà partis. Quelques jours plus tard, ils ont été remplacés par deux nettoyeurs à eau chaude et à vapeur, pour 45.000 euros (l'achat comprend aussi des débroussaillères). «Ça va un peu moins vite que le feu, il faut repasser un peu plus souvent, mais ça fonctionne très bien», assure le responsable des espaces verts, Farid Bouhoudi. Cela signifie tout de même que pour un même temps de travail, les agents désherberont moins. Or, le remplacement de la chimie par le propane avait multi-

plié le temps de travail nécessaire par quatre. Ce qui fait dire à certains élus, le maire en tête, que la solution idéale serait un système non pas à l'eau, ni au feu, mais plutôt à l'huile... De coude de riverains, précisément. «Si chaque foyer cognacais consacrait seulement quelques minutes par semaine au désherbage de son trottoir [...] 6.000 à 8.000 heures de travail des agents municipaux pourraient être consacrées à d'autres tâches», explique l'adjoint en charge de l'environnement Jean-François Herouard, dans le bulletin municipal... de février 2009, preuve que l'idée n'est pas ancienne. Elle pourrait devenir une obligation si le maire prononçait un arrêté dans ce sens, beaucoup de petites communes l'ont déjà fait. Pour l'instant, ce n'est pas à l'ordre du jour, officiellement du moins. Mais l'idée pourrait bien refleurir au printemps, avec le retour des mauvaises herbes.



Après une série d'incidents mineurs, celui de la rue Véron a poussé la Ville à agir. Archives CL

## Mon année Un vent nouveau



**E**n cette fin d'année, les journalistes de Charente Libre reviennent sur ce qui les a marqués en 2018 en couvrant l'actualité à Cognac. Julie Pasquier a surtout la sensation d'avoir vu la ville se transformer.

«La première fois que j'ai mis les pieds sur les quais, c'était pour la Fête du cognac, en 2015. Brigitte, programmée ce soir-là, m'avait enchantée, mais j'étais repartie moins emballée par la ville. «Gris, triste et moche», avais-je même pensé en restant sur les bords de la Charente. Mon regard sur Cognac a quelque peu changé quand j'ai pris mon poste en 2017. On apprend à aimer les paysages grâce aux personnes que l'on côtoie. Encore plus lorsqu'elles sont passionnées. Avec les Afterwork aux Abattoirs et l'ouverture des bars Louise et Luciole, je me suis dit, en fin d'année dernière, qu'une nouvelle dynamique était en train de s'engager... En 2018, j'en ai eu la confirmation. Avec des quais passés du gris au blanc éblouissant. Une nouvelle piscine qui donne envie de prendre du plaisir et pas seulement nager. Un bâtiment, décrit comme une verrue il y a quelques années, sur le toit duquel les Cognacais et les touristes se sont pressés tout au long de l'été (Photo archives CL). Et un ancien site industriel transformé en hôtel de luxe. Ça donne tellement envie de voir la suite: le même hôtel qui doit ouvrir son toit terrasse cette année, la fondation Martell qui veut encore grandir... et Hennessy qui a décidé d'investir en masse sur les quais. Oui, Cognac est en train de se transformer.»

# Nouvel an

## Le réveillon solidaire fait son retour à Cognac

**L**i n'avait pas eu lieu l'an dernier. Mais cette année, les bénévoles qui assurent les maraudes à Cognac ont décidé de renouer avec la tradition. Ce lundi, ils organiseront un réveillon solidaire à la Maison du temps libre. Le comité de soutien, section maraude, qui regroupe une dizaine d'associations parmi lesquelles la Croix-Rouge, Solidarité Urgence, Cap soutien, Saint-Vincent-de-Paul... propose à tout le monde de se retrouver autour d'un repas participatif, suivi d'une soirée dansante. *«Nous préparerons le plat: des cuisses de canard avec leur*



**Le réveillon solidaire a été organisé durant sept ans par l'Aserc.** Archives CL

*garniture. Nous offrirons aussi l'apéro et les bulles à minuit. Mais nous demandons à chacun d'apporter l'entrée ou le dessert»,* explique Sylvie, l'une des organisatrices.

La dizaine de sans-abri croisés sur les maraudes ces derniers jours, sont invités. Certains s'investissent même dans l'organisation de la soirée. *«L'idée, c'est de rompre avec l'isolement et faire en sorte aussi qu'il y ait une vraie mixité sociale.»* Toutes les bonnes volontés sont par ailleurs les bienvenues pour la confection du repas et la préparation de la salle, lundi après-midi.

Réveillon solidaire à la Maison du temps libre, ce lundi 31 décembre à partir de 21 heures. Tarifs: 5 euros; 1 euro pour les moins de 12 ans; gratuit pour les enfants de moins de 6 ans. Réservation obligatoire avant ce dimanche soir au 06 84 54 19 65.

### ■ LOGEMENT

## Permanences de l'Adil 16 à Cognac

Les permanences de l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil 16) auront lieu les jeudis 3, 10 et 17 janvier (le matin seulement pour le 17 janvier) de 10 heures à 12h15 et de 13h45 à 16h45 à l'hôtel de communauté de Grand Cognac, 6, rue Valdepeñas à Cognac, tél. 05.45.36.64.30. Pour tout renseignement, contacter l'Adil 16, au 57, rue Louis-Pergaud à Angoulême, tél. 05.45.93.94.95, fax: 05.45.93.94.96, e-mail: [adil16@orange.fr](mailto:adil16@orange.fr)



# Linky électrise les défenseurs des services publics

La pose du compteur connecté d'Enedis va faire renaître le comité de défense des services public, en sommeil depuis deux ans.

Marc BALTZER  
m.baltzer@charentelibre.fr

**D**eux ans et dix mois, voilà le temps qui sépare les deux derniers textes du blog du Comité de défense des services publics et de l'hôpital de Cognac (1). Le groupe, très actif entre 2008 et 2015 au sujet de l'hôpital, du service public de l'eau ou encore des déchets, y évoque la pose des compteurs électriques connectés Linky. Partout en France, ils sont contestés par des usagers et des associations qui leur reprochent principalement d'atteindre à la vie privée et de représenter un risque, en raison des ondes magnétiques que dégage l'équipement.

»

**Les gens viennent nous voir avec beaucoup de questions.**

À Cognac, la campagne d'installation a débuté cette année et «les gens viennent nous voir avec beaucoup de questions», rapporte le président du comité, Pierre-Alain Dorange, qui était candidat à l'élection municipale de 2014 et est désormais très investi pour La France



En mal, dans un village du Vercors, les habitants ont formé une chaîne humaine contre des installations perçues comme abusives.

Photo archives CL

insoumise. Peut-on refuser une installation? Comment? L'afflux a convaincu les membres du comité de reprendre leur activité.

«Une assemblée générale sera convoquée mi-janvier et l'on invite tous ceux qui s'intéressent à ce sujet à nous contacter sur notre adresse mail (2) et à nous rejoindre, s'ils le souhaitent.»

Le collectif affirme avoir contacté le maire pour lui demander de prononcer un arrêté contre la pose des compteurs, sans obtenir

satisfaction jusqu'à présent. En France, quelque 800 communes l'ont fait, avec plus ou moins de succès et à l'échelle nationale, le débat est toujours en cours.

En février dernier, la Cour des comptes écrivait le nouveau compteur en décrivant comme «insuffisants» les gains pour les usagers et trop «généreuse» la rétribution d'Enedis (lire CL du 18 février).

(1) services-publics-cognac.blogspot.com

(2) comite-spl6.cognac@orange.fr



# Cherves-Richemont: le pont de fer se refait une beauté

En fort mauvais état, l'ouvrage de type Eiffel avait été fermé en juillet 2017. Un chantier dévolu au chantier d'insertion de Grand Cognac.

**L**e pont de fer situé entre Saint-Sulpice-de-Cognac et Cherves-Richemont était jadis emprunté par la voie ferrée reliant Saint-Jean-d'Angély à Cognac (1). L'ouvrage a beaucoup souffert des affres du temps, de son manque d'entretien depuis l'arrêt de la ligne en 1949, d'où sa fermeture en juillet 2017 pour des raisons de sécurité évidentes, par arrêté de la commune de Cherves-Richemont.

## Les randonneurs bientôt comblés

De type Eiffel, ce pont souffre en effet de nombreux problèmes de structure, avec envahissement de la rouille sur les traverses et sur de nombreux raidisseurs (une douzaine) déformés, qui ne sont plus d'aucune efficacité et qui doivent être changés, vraisemblablement suite à un accident ferroviaire. Les câbles des garde-fous ont été sectionnés, les poutres du tablier, mises en place ont été dérobées.

Après réception de plusieurs devis de remise en état et de nombreux échanges entre différentes associations et les communes concernées, la réfection est dévolue au chantier d'insertion de la Clé de Voûte de l'agglomération de Grand Cognac.

Ludovic Millet, encadrant technique et son équipe, se sont attelés à l'ouvrage dès la mi-novembre. Dans un premier temps, il a été nécessaire d'aménager l'accès sur ce



Une partie du dessous de l'ouvrage désormais nettoyée.

Photo CL

canal de l'Antenne par l'installation d'une coursive et de passerelles pour travailler sous le pont en toute sécurité, avec les précautions qui s'imposent pour éviter une pollution accidentelle lors des travaux. Le premier travail a consisté à ôter la rouille sur toute la partie en fer, enlever et remplacer douze raidisseurs. Puis place à l'application de produits bio pour la protection du fer et d'une antirouille peinture.

Dans un deuxième temps, l'équipe investira le dessus du pont pour effectuer la même opération, puis consolider les murs de chaque côté, avant la pose d'un nouveau tablier en bois. Ce n'est qu'à l'issue de ces travaux que l'ouvrage sera ouvert à

la circulation des promeneurs et autres randonneurs.

Cette ancienne voie ferrée, qui est inscrite au plan départemental d'itinéraires de promenade et de randonnée, permet en effet de jolies promenades, reliant de nombreux villages entre eux, assurant une belle continuité de randonnée.

Francis PAUMERO

(1) La ligne de chemin de fer Saint-Jean-d'Angély Cognac, mise en service en 1896, a été fermée en 1949. Ce train de voyageurs de la régie départementale des compagnies de chemins de fer était une ligne d'intérêt général qui effectuait quatre allers et retours par jour, en une heure et cinquante minutes, avec arrêt à de nombreuses gares mais également des haltes.

**CHÂTEAUBERNARD**

Ses enfants et leurs conjoints,  
ses petits-enfants  
et arrière-petits-enfants,  
ses frères et ses sœurs  
ainsi que toute la famille  
ont la douleur de vous faire part  
du décès de

**M<sup>me</sup> Pierrette BRUNET,**  
née VIDAL,

à l'âge de 77 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le lundi 31 décembre 2018, à 10 h 30,  
en l'église de Châteaubernard,  
suivie de l'inhumation au cimetière  
de cette même commune.

M<sup>me</sup> Pierrette BRUNET repose  
à la maison funéraire Montesquieu  
à Cognac, où la famille recevra  
les visites le dimanche 30 décembre,  
de 14 h à 19 h.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

*AML PF, mandataires charentaises, Cognac,  
Jumac, 15, avenue Paul-Pirino-Martelli  
(ancienne rue de Pons), 05.45.824.105.*



# Un impôt à la source à hauts risques

■ Meticuleusement préparé, le prélèvement à la source démarre en janvier ■ Un défi technique ■ Et au-delà, la crainte qu'il contribue à raviver la colère des «gilets jaunes».

**S**elon un sondage Elabe/Les Échos publié le 20 décembre, 68 % des Français sont favorables au prélèvement à la source. Le dispositif a par ailleurs fait l'objet d'une communication gouvernementale massive: 93 millions de courriers et courriels d'information auront été envoyés aux contribuables entre janvier 2018 et janvier 2019. Huit millions de bulletins de paie ont aussi été imprimés avec le montant indicatif du prélèvement au dernier trimestre de cette année. Pourtant, cette réforme majeure arrive à une période délicate, sur fond de colère des «gilets jaunes». La somme que l'employeur versera directement au salarié se trouvera diminuée dès fin janvier pour ceux qui paient l'impôt, alors même que les mesures de soutien au pouvoir d'achat adoptées en décembre ne

**On est dans une ambiance où on ne croit plus en personne.**

seront pas toutes entrées en vigueur. Si les caisses d'allocation familiales ont assuré qu'elles pourraient verser le 5 février la prime d'activité revalorisée aux nouveaux allocataires qui en feront la demande avant le 25 janvier, les retraités concernés par l'annulation de la hausse de la CSG pourraient devoir patienter jusqu'en juillet. «Cela risque de déstabiliser encore un peu plus les Français» avec des gens qui vont dire «Regardez, ils nous pompent encore un peu



Photo archives AFP

plus», craint Charles de Courson, vice-président de la commission des Finances à l'Assemblée. «Les gens disent "ils nous ont eus, ils nous dupent", on est dans une ambiance où on ne croit plus en personne», estime le député UDI.

## Les entreprises craignent les «bugs»

«Moi je n'aurais pas hésité un seul instant, j'aurais remis ça au Frigidaire en disant: on verra ça plus tard», souligne Charles de Courson qui rappelle que «le président a beaucoup hésité» à la fin de l'été mais que le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin s'est acharné en affirmant que tout était prêt, qu'il n'y avait aucun problème. «Mon sentiment est qu'en moyenne, ça se passera assez bien,

d'abord parce que le nombre de ménages qui paient l'impôt est relativement réduit», estime pour sa part Philippe Waechter d'Ostrum Asset Management. Moins de 43% des ménages sont en effet assujettis à l'impôt sur le revenu. Qui plus est, 10% paient 70% du montant total. Il s'agit donc d'un prélèvement qui pèse surtout sur les revenus plutôt confortables.

Mais une particularité du système fiscal français, longtemps mise en avant par les opposants au prélèvement à la source, réside dans le nombre élevé de crédits d'impôt, dont la prise en compte complique la réforme. «Je pense qu'ils vont avoir de très grosses difficultés et qu'il va y avoir pas mal de bugs», prédit Charles de Courson. Un sondage réalisé en ligne début décembre par la Confédération des petites et moyennes entrepri-

## Le chiffre

**250**

Selon Bercy, 250 incidents se sont produits dans les centres des impôts depuis le début du mouvement des «gilets jaunes» fin octobre. Cela va «des dégradations de serrure à la pose de murs devant les entrées, plus quelques cas d'incendies de poubelles et vitres brisées».

ses (CPME) a aussi révélé que 15% d'entre eux font face à des bugs dans leur expérimentation, soit environ une PME sur six. 36% des patrons rapportent aussi que leur prestataire de paie a augmenté ou va augmenter ses tarifs en vue du prélèvement à la source.

■ **OBJECTIFS.** Le prélèvement à la source consiste à collecter l'impôt sur les revenus et non plus un an après leur versement.

■ **CALENDRIER.** Dès avril-mai derniers, les contribuables ont pu prendre connaissance de leur taux de prélèvement via leur déclaration de revenus 2017. Ceux dont la situation familiale a depuis changé ou qui souhaitent modifier leur taux en fonction d'une évolution de revenus pourront le faire à partir du 2 janvier sur le site

impots.gouv.fr, au 0809 401 401 ou en se rendant à leur centre des impôts.

■ **MODE DE COLLECTE.** Chez les salariés, l'impôt sera prélevé directement par l'employeur: il apparaîtra sur la fiche de paie. Chez les retraités, la collecte sera réalisée par les caisses de retraite. Les travailleurs indépendants verseront quant à eux un acompte mensuel ou trimestriel, calculé par l'administration en fonction de leurs revenus des mois précédents, puis ajusté selon leurs revenus effectifs.

## Mode d'emploi

■ **TAUX D'IMPOSITION.** Le taux sera calculé par l'administration fiscale sur la base des revenus de l'année précédente. Il sera actualisé chaque année, en septembre. Le contribuable pourra demander une mise à jour de son taux d'imposition en cours d'année, pour que soient pris en compte les changements de situation familiale ou des variations importantes de revenus.

■ **CONFIDENTIALITÉ.** Les taux communiqués par le fisc peuvent donner aux employeurs des indications sur l'état des ressources (revenus fonciers, salaires des conjoints...). Pour éviter cela, les contribuables peuvent demander qu'un «taux neutre» leur soit appliqué. Si ce taux est inférieur au taux réel, le solde devra ensuite être payé directement au fisc.

■ **CRÉDIT D'IMPÔT.** Le passage au prélèvement n'empêche pas de

continuer à bénéficier de réductions ou de crédits d'impôts. Ces crédits resteront perçus durant l'été. Un acompte de 60 % sera toutefois versé dès le 15 janvier pour l'emploi d'un salarié à domicile, les gardes d'enfant, les dépenses de dépendance, l'investissement locatif, les dons aux œuvres et les cotisations syndicales.

■ **DÉCLARATIONS DE REVENUS.** Les contribuables devront continuer de déclarer chaque année, au printemps, leurs revenus à l'administration.

## «Gilets jaunes»: de nouvelles mobilisations à venir

Les appels à manifester ce week-end, à la Saint Sylvestre et courant janvier se multiplient.

«Les gilets jaunes sont toujours aussi mobilisés», a affirmé hier Laetitia Dewalle, l'une de leurs figures dans le Val-d'Oise. «La mobilisation va se poursuivre ces prochains jours, même si le gouvernement a démantelé ces dix derniers jours une grande partie des points de blocages» (ronds-points, barrages, péages), a-t-elle ajouté. Selon plusieurs représentants de ce mouvement très divers, de nouvelles manifestations auront lieu ce samedi, pour le 7<sup>e</sup> week-end consécutif, à Paris, Lyon, Nantes, Toulouse ou encore à Bordeaux. Dans la capitale girondine, la mairie, en accord avec la préfecture, dit avoir pris des me-

sures préventives. Seront notamment fermés des établissements culturels (bibliothèques, musées, Grand Théâtre-Opéra de Bordeaux...) et des jardins publics.

En Rhône-Alpes, un appel a été lancé pour bloquer, à partir de ce matin, et «pour une durée indéterminée», la raffinerie Total de Feyzin et l'Hôtel de Région à Lyon.

Un nouveau rassemblement des «gilets jaunes» est ensuite attendu la nuit de la Saint Sylvestre à Paris sur les Champs-Élysées pour «continuer la lutte pacifiquement et de façon festive», selon un groupe Facebook «gilets jaunes». La mairie a indiqué que le «spectacle son et lumière» et un feu d'artifice prévus ce soir-là, étaient maintenus. Pour dénouer la crise, Priscillia Ludosky et d'autres «gilets jaunes» réclament «une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité», une baisse «significative» des traitements et salaires des élus et hauts fonctionnaires et la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC).

## Florian Philippot dépose la marque

Le président des Patriotes Florian Philippot veut conduire une «liste hybride, mi-Patriotes mi-gilets jaunes» aux élections européennes, et a déposé la marque «Les Gilets jaunes» à l'Institut national de la propriété intellectuelle. «Ce n'est pas sorti de mon chapeau depuis trois semaines, je voulais déjà donner cette coloration sociale au Front national», a expliqué

au quotidien L'Opinion l'ancien bras droit de Marine Le Pen. Quant au dépôt de marque - parmi 25 demandes comprenant l'expression «gilet jaune» - au singulier ou au pluriel visibles sur le site de l'Inpi, «il s'agit surtout de faire en sorte que les vrais amis des gilets jaunes disposent de l'appellation, et pas les faux amis ou les amis», selon le député européen.



Les «gilets jaunes» assurent que la mobilisation ne s'ête pas. Photo AFP



# 66.362.000 habitants en France

Selon le dernier recensement, la France (hors Mayotte) comptait 66,36 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2016, «soit une croissance de 0,4% par an depuis 2011». Une croissance surtout portée par les grandes aires urbaines du pays, notamment Lyon, Toulouse et Bordeaux, selon une étude publiée hier par l'Insee.

Dans l'agglomération parisienne en revanche, la croissance démographique n'a atteint que 0,4%, semblable à la moyenne nationale. L'Île-de-France est plombée par le cas particulier de la capitale, dont la population a baissé de 0,5% par an sur la période étudiée.

Si «24 départements, dont Paris, accusent une baisse», à l'inverse «les fortes hausses de population bénéficient surtout aux départements des métropoles régionales de la façade atlantique, d'Occitanie et

d'Auvergne-Rhône-Alpes», observe l'Insee. C'est dans ces «couronnes» des grands pôles urbains que la croissance démographique a été la plus marquée (+0,8% par an entre 2011 et 2016), même si cette

toire, «en s'appuyant sur les trajets domicile-travail de la population des communes avoisinantes» et non pas seulement sur «leurs limites physiques définies par la continuité du bâti».



Photo archives AFP

**Les métropoles polarisent la population mais Paris se vide.**

croissance était encore plus soutenue sur la période 2006-2011 (+1,2%). L'Insee définit les «aires urbaines» comme les zones d'influence des villes sur l'ensemble du terri-

Avec cette approche, l'agglomération parisienne comptait 12,57 millions d'habitants début 2016, celle de Lyon 2,3 millions et celle de Marseille-Aix-en-Provence 1,76 million.

## ■ TRISOMIE 21

### Le dépistage par prise de sang remboursé

Le dépistage de la trisomie 21 dans l'ADN du fœtus après une simple prise de sang chez la femme enceinte, nouvelle technique qui vise à diminuer le nombre d'amniocentèses, sera désormais remboursé par l'Assurance maladie, selon un arrêté paru hier au *Journal officiel*.

## ■ CANNABIS THÉRAPEUTIQUE

### L'ANSM veut un test d'ici fin 2019

L'Agence du médicament (ANSM) souhaite qu'une expérimentation du cannabis thérapeutique puisse être mise en place avant la fin 2019, dans des conditions à définir. L'ANSM a fait cette annonce deux semaines après l'avis positif d'un comité d'experts qu'elle avait mis sur pied. Une trentaine de pays dans le monde autorisent le cannabis thérapeutique: de nombreux États américains, le Canada, 21 pays de l'UE ainsi que la Suisse, la Norvège, Israël et la Turquie.





### Calmes, mais gris.

Les éventuelles brumes ou brouillards locaux se dissipent en matinée. Mais le ciel reste gris et bas. Le vent, variable faible, s'oriente Nord à Nord-Est en fin de journée. Et les températures fraîchissent par le Nord.

| Samedi   |        |           |           |  |
|----------|--------|-----------|-----------|--|
|          |        |           |           |  |
| Royan    | Cognac | Angoulême | Confolens |  |
| 3° 7°    | 2° 7°  | 1° 7°     | 1° 5°     |  |
| Dimanche |        |           |           |  |
|          |        |           |           |  |
| Royan    | Cognac | Angoulême | Confolens |  |
| 1° 8°    | 0° 8°  | -1° 8°    | -1° 7°    |  |
| Lundi    |        |           |           |  |
|          |        |           |           |  |
| Royan    | Cognac | Angoulême | Confolens |  |
| 5° 11°   | 4° 11° | 3° 10°    | 4° 8°     |  |
| Mardi    |        |           |           |  |
|          |        |           |           |  |
| Royan    | Cognac | Angoulême | Confolens |  |
| 4° 8°    | 3° 8°  | 2° 8°     | 3° 7°     |  |
| Mercredi |        |           |           |  |
|          |        |           |           |  |
| Royan    | Cognac | Angoulême | Confolens |  |
| 3° 7°    | 2° 7°  | 1° 7°     | 1° 5°     |  |
| Jeudi    |        |           |           |  |
|          |        |           |           |  |
| Royan    | Cognac | Angoulême | Confolens |  |
| 1° 6°    | 1° 6°  | 0° 5°     | -1° 4°    |  |

# La population augmente mais à pas plus lents



# DÉMOGRAPHIE L'Insee a publié hier les chiffres de la population française au 1<sup>er</sup> janvier 2016. La croissance se poursuit mais à vitesse plus réduite. La région compte 5 935 603 habitants

BENOÎT LASSERRE  
b.lasserre@sudouest.fr

## 1 Nouvelle-Aquitaine : un taux de croissance au pas

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Nouvelle-Aquitaine s'appelle encore Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes et les élections régionales, les premières après la loi NOTRe (Nouvelle Organisation territoriale) qui a donné naissance à quelques maxi-régions, viennent juste de se dérouler.

Et donc, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, cette nouvelle Région, la plus étendue de France avec sa superficie égale à celle du Portugal, compte 5 935 603 habitants. C'est ce qui ressort du dernier recensement que l'Insee (Institut national des statistiques et des études économiques) a rendu public hier à midi. Soit 24 121 habitants de plus qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et surtout 160 000 de plus qu'en 2011. Elle représente ainsi, comme l'an passé, 8,9 % de la population totale du pays.

« L'intérêt des chiffres de 2016 est que nous pouvons faire le comparatif sur dix ans, entre deux cycles de cinq ans », explique Patrick Hernandez, chef de service Études et Prospectives à l'Insee Nouvelle-Aquitaine. On observe ainsi qu'entre 2006 et 2011, la population augmente de 0,7 % et que cette croissance ralentit à 0,6 % entre 2011 et 2016.

Cette tendance au ralentissement se confirme partout en France : 286 000 ressortissants de plus entre 2011 et 2016 contre 349 000 entre 2006 et 2011. Auvergne/Rhône-Alpes se distingue avec un taux qui reste à 0,7 % de 2006 à 2016.

AURA conserve par ailleurs son statut de deuxième région la plus peuplée du pays avec près de 8 millions d'habitants, derrière l'indétrônable Ile-de-France (12,12 millions d'habitants) et devant les Hauts-de-France, ex-Nord-Pas-de-Calais/Picardie, (6 006 870), région qui, avec Grand Est, ex-Alsace/Lorraine/Champagne-

Ardennes, enregistre le plus faible taux de croissance de population (+0,2 %).

La Nouvelle-Aquitaine se maintient à la quatrième place et risque d'y être abonnée pour un bon bout de temps, toujours talonnée par l'Occitanie.

## 2 Avec une métropole, la croissance est plus facile

Outre leur mitoyenneté géographique, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie ont un autre point commun : la présence d'une métropole (Bordeaux et Toulouse) qui joue le rôle d'aspirateur à nouveaux arrivants. Cela vaut aussi pour l'autre métropole du littoral atlantique, Nantes.

L'étude Insee confirme que la croissance démographique se concentre surtout dans les grandes villes

« Cela dit, note Patrick Hernandez, ces dernières enregistrent un taux de croissance moins fort entre 2011 et 2016 que lors du précédent quinquennat. »

En Nouvelle-Aquitaine, les aires urbaines de Bordeaux, Bayonne, Biscarrosse, La Teste/Arcachon évoluent le plus favorablement. Les gains de population les plus marqués se constatent dans la périphérie bordelaise : Ambarès-et-Lagrave, Bruges ou Le Haillan (lire ci-contre).

Deuxième métropole de la grande région derrière Bordeaux et ses 252 040 habitants, Limoges voit sa population stagner à 132 660. Le département de la Haute-Vienne rejoint d'ailleurs ses voisins de Corrèze et de Creuse dans la spirale négative avec une population en recul.

## 3 Nouveaux arrivants : priorité au littoral

Les douze départements de Nouvelle-Aquitaine affichent un solde migratoire positif. C'est-à-dire qu'ils accueillent plus de nouveaux habitants qu'ils en perdent d'anciens.

Dans ces départements, ce sont ceux en bordure du littoral atlantique qui font le meilleur score : Gironde +1,1 %, Charente-Maritime +0,7 %, Landes +0,9 % et Pyrénées-Atlantiques +0,6 %.

Les soldes naturels (différence entre naissances et décès) accusent par



Les gains de population les plus marqués sont enregistrés dans les métropoles. ARCHIVES/CLAUDE PETIT

## Paris n'est plus une fête

L'Insee l'appelle « la diagonale du vide ». On y retrouve les départements situés le long d'une ligne allant des Ardennes au Lot avec une population qui diminue d'année en année. Au nord-est et au centre du pays, ces départements souffrent d'un déficit migratoire qui tend à s'aggraver et que compense de moins en moins le solde naturel. Dans le Massif central (Allier, Lozère, Corrèze, Lot, Cantal ou Creuse), les arrivées sont heureusement supérieures aux départs car le solde naturel est très défavorable en raison d'une population très vieillissante. Mais ce solde migratoire ne suffit pas à enrayer la chute démographique. 24 départements perdent ainsi de la population dont Paris. De 2011 à 2016, la capitale perd en moyenne 0,5 % de sa population (soit près de 12 000 habitants) alors qu'elle en gagnait 0,6 % (soit 13 700) entre 2006 et 2011. Il y a désormais plus de gens qui quittent Paris que de gens qui s'y installent et le nombre de naissances a lui aussi diminué. Sur le plan démographique, Paris n'est plus une fête...



ILLUSTRATION PHILIPPE LOPEZ/AFR

## À QUOI ÇA SERT ?

La majorité des Français l'ignore sans doute mais le recensement a des conséquences pratiques sur leur vie quotidienne. Il sert de référence à l'État pour attribuer ses dotations aux communes selon leur population. Le nombre de conseillers municipaux dépend également de la taille de cette population. Les élus municipaux s'appuient aussi sur le recensement pour ajuster leurs investissements pour tel ou tel quartier.



# La Gironde caracole

**POPULATION** Avec un taux de croissance de 1,4 % par an depuis 2011, la Gironde confirme son attractivité

Les chiffres de l'Insee placent la Gironde au 2<sup>e</sup> rang des départements les plus dynamiques de France pour la croissance démographique. Depuis 2011, la Gironde affiche une croissance annuelle de sa population de +1,4 %, à 1 566 679 habitants, bien supérieure à la moyenne nationale (+0,4 %). Avec 18 201 nouveaux habitants pour la seule année 2015, la Gironde enregistre même la plus forte croissance en volume au niveau national, devant la Loire-Atlantique (+15 625).

L'arrondissement de Bordeaux est encore au-dessus de la tendance, avec une croissance annuelle de +1,5 % entre 2011 et 2016, à 950 099 habitants. La commune de Bordeaux repasse la barre des 250 000 habitants (252 040

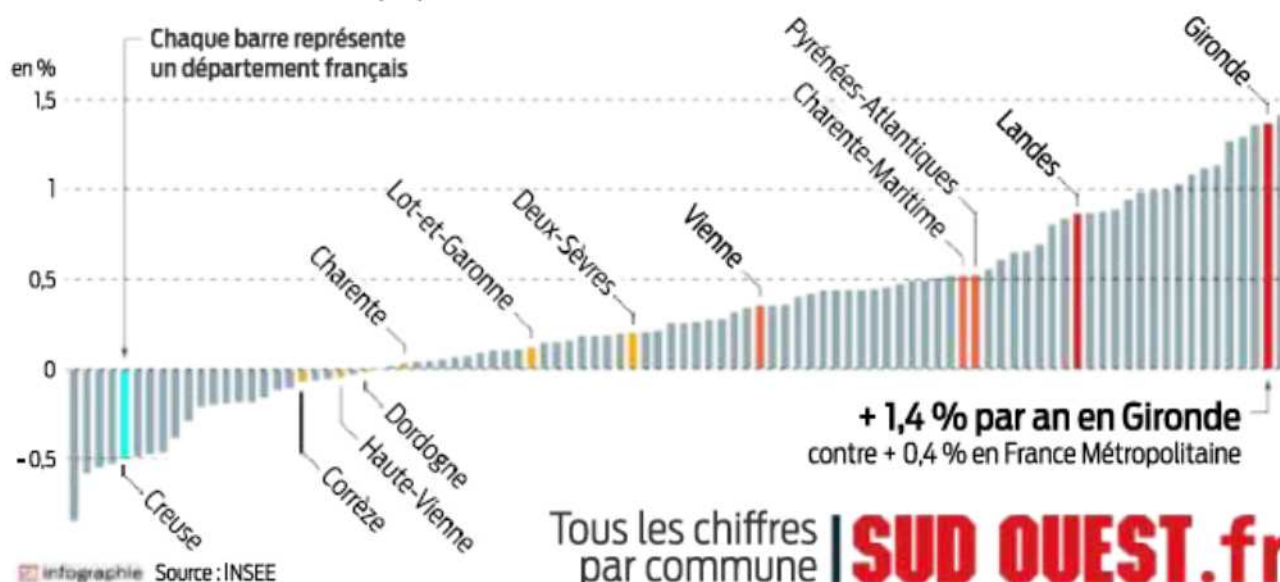
exactement en population municipale), après avoir connu une importante baisse dans les années 60. Parmi les communes dynamiques de l'agglomération : Mérignac avec +13 % (à 70 317 habitants), Pessac avec +1 % (à 60 859 habitants), mais surtout Bruges (+3,1 %, 18 037 habitants), Eysines (+2,8 %, 23 120 habitants) ou encore Artigues (+3,5 avec 8 638 habitants).

## L'axe Arcachon-Libourne

Les chiffres de l'Insee confirment l'émergence d'un axe transversal du dynamisme démographique en Gironde : il part de l'arrondissement d'Arcachon (150 979 habitants), passe par le grand Bordeaux et rejoint l'arrondissement de Libourne (154 067 habitants). Sans surprise, c'est en dehors de cette diagonale que l'on retrouve les quelques communes en baisse démographique, comme Pauillac (-0,8 %, à 4 851 habitants), ou en stagnation, comme Langon (0 %, 7377 habitants).

## Seuls 24 départements ont perdu des habitants

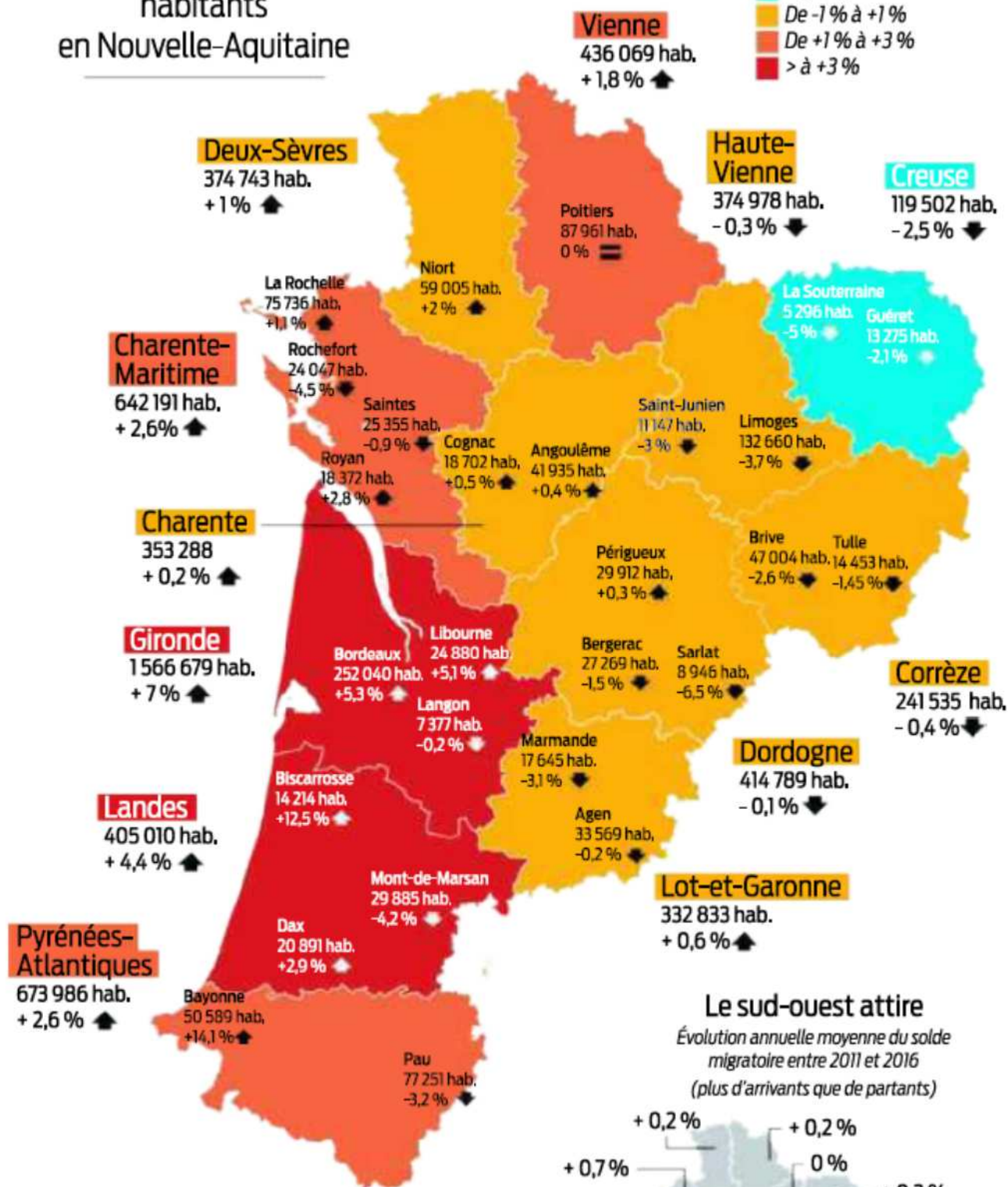
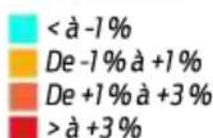
Évolution annuelle de la population entre 2011 et 2016.



# 5 935 603

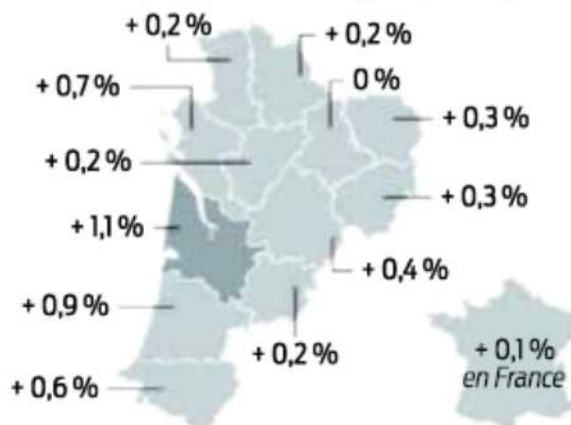
habitants  
en Nouvelle-Aquitaine

Évolution de la population  
sur la période 2011-2016



## Le sud-ouest attire

Évolution annuelle moyenne du solde  
migratoire entre 2011 et 2016  
(plus d'arrivants que de partants)



# 66 361 658

habitants en France métropolitaine

**+ 5,2 %**  
depuis 2011



# Qwant, le Français qui défie Google

Lancé en 2013, le moteur de recherche français, qui « respecte votre vie privée », perce enfin auprès du grand public et multiplie les applications (musique, mails...) pour changer d'échelle



Pour Éric Léandri, PDG de Qwant, 2019 sera une année cruciale. PHOTO DE DELPHINE GOLDSZTEIN/POUR LE PARIGEN

NICOLAS CÉSAR  
n.cesar@sudouest.fr

**A**près cinq ans d'existence, le moteur de recherche français, Qwant, a franchi en 2018 le cap symbolique des 100 millions de visiteurs uniques. Et son chiffre d'affaires mensuel a grimpé de 15 % depuis septembre. Un cap, qui lui permet de commencer à exister face à l'ogre Google et de se poser en alternative crédible.

Qwant, qui se revendique comme le seul « moteur de recherche qui respecte votre vie privée », a bénéficié à plein de l'effet de la mise en place du RGPD (Règlement général sur la protection des données) en Europe le 25 mai dernier. Un règlement qui contraint toutes les entreprises sur le Vieux continent, y compris les géants américains du Web, à demander explicitement le consentement de leurs utilisateurs avant d'utiliser leurs données.

Et ce, peu après le scandale de Cambridge Analytica, qui a éveillé de nombreuses consciences parmi les internautes. Ce fut un choc pour l'opinion publique d'apprendre

que cette firme a eu accès indûment aux données de millions d'utilisateurs américains de Facebook, qui ont ensuite été utilisées pour conseiller le camp de Donald Trump lors de la campagne présidentielle de 2016.

## Une alternative à Google

À l'inverse, Qwant, depuis sa création en 2013, ne collecte aucune donnée personnelle, ne fait pas d'historique des recherches, ni de suivi des activités en ligne. « Contrairement à Google, qui collecte ce que nous faisons, aimons, où nous allons et ce que nous disons », souligne Éric Léandri, cofondateur de Qwant. Un argument clé pour des entreprises et institutions, qui veulent avoir la garantie de ne pas être espionnées et de ne pas se faire piller leurs données.

Le grand public commence aussi à y être sensible. Cambridge Analytica a montré les limites du modèle « faussement » gratuit des géants du Web, qui proposent des services gratuits en se rémunérant essentiellement grâce à de la publicité ciblée, après analyse de nos recherches... Surtout que des entreprises comme Google semblent avoir des velléités hégémoniques sans li-

mite. Au point d'être même positionnée sur les biotechnologies, et de travailler désormais pour l'armée américaine avec pour mission d'analyser les vidéos produites par ses drones espions. Ce qui n'est sans poser de problème, à terme, sur la souveraineté des pays couverts par Google. C'est ce qui a conduit le ministère des Armées, France Télévisions, Thales ou encore la Fédération française des banques à basculer sur Qwant. Pour les mêmes raisons, l'Union européenne a développé son propre système de navigation Galileo, afin de ne pas dépendre que du GPS américain.

Mais le décollage récent du mo-

teur de recherche français ne doit pas faire oublier que la marche pour se rapprocher de Google est encore bien haute. « Nos 15 milliards de requêtes en 2018, c'est 6 jours de Google », rappelle Éric Léandri, réputé pour son franc-parler. « Avec Cambridge Analytica, Facebook a perdu 140 milliards de dollars de valorisation boursière. Avec cette somme, on peut racheter l'ensemble des start-up numériques européennes », souligne-t-il. Mais c'est avec ces phrases chocs qu'il espère faire prendre conscience à l'opinion publique des dangers du « monopole » de Google.

## ERIC LÉANDRI, PERSONNAGE HAUT EN COULEURS

Eric Léandri, le cofondateur de Qwant, est le genre de patron, qui ne laisse pas indifférent. Ce Corse au caractère bien trempé, aime débattre, interpeller. Avec ses chiffres « chocs » et son ton péremptoire, il « secoue » les citoyens pour les amener à se poser des questions sur notre indépendance numérique. Il faut dire que cet expert en sécurité informatique et télécoms maîtrise son sujet. Il a œuvré pendant vingt ans au déploiement de plateformes

informatiques à grande échelle. Notamment dans les rangs du groupe indien United Breweries, où il a piloté la direction informatique de 18 pays africains. Avant de créer ses sociétés dans le secteur Mediacom en 1998 et TrustMission en 2007. Puis, dès 2011, avant même l'affaire Snowden, Eric Léandri décide de s'attaquer au monopole de Google en fondant Qwant, qui deviendra un moteur de recherche deux ans plus tard.

## Google condamnée

Le contexte est favorable. Bruxelles est passée à l'offensive. La firme américaine a été condamnée par la Commission européenne cet été à 4,3 milliards d'euros d'amende pour abus de position dominante, via Android, son système d'exploitation pour smartphones. Pour tenter d'atténuer ce monopole, Eric Léandri exhorte les citoyens à attaquer Google au tribunal, à chaque prise de parole publique, « dans notre intérêt, pour notre liberté ». Un message martelé lors de sa venue à Bordeaux le 5 décembre dernier pour l'événement annuel de French Tech.

Mais pour changer d'échelle et atteindre son objectif de faire passer son chiffre d'affaires à 10 millions d'euros en 2019, puis 100 millions en 2022, il faut que Qwant lève 100 millions d'euros l'an prochain. Bien plus que sa dernière levée de fonds de 18,5 millions d'euros en février 2017. Car aujourd'hui seule alternative en Europe à Google, ce jeune moteur de recherche « brûle du cash » pour accélérer le développement des applications (Qwant Music, Qwant Shopping, Qwant Games, Qwant Junior (pour les 6-12 ans, sans publicité) et en 2019, Qwant Maps, Mail, et Pay) pour rattraper son retard en termes de services et davantage séduire le grand public.

« Le problème est que pour convaincre les investisseurs, il faut être rentable très vite en Europe, alors qu'Amazon ne l'est que depuis un an et demi et qu'Uber perd beaucoup d'argent. Si je supprime 100 emplois (Qwant compte actuellement 160 salariés), je peux être rentable, mais je n'ai plus les effectifs pour changer d'échelle », dénonce Éric Léandri.

## Qwant à Bordeaux ?

Bien que soutenu par des actionnaires solides comme la Caisse des dépôts et l'allemand Axel Springer, c'est encore David contre Goliath. Son envergure internationale est, pour l'heure, relative. « Nous sommes présents dans 166 pays, mais en « réel » à 45 % en France, 10 % en Allemagne et autant en Italie. C'est un marché de 220 millions de personnes, soit la moitié des États-Unis », pointe Éric Léandri, qui propose aussi des versions en basque, en corse et en breton.

2019 sera une année cruciale pour le moteur de recherche européen, qui doit vite grandir pour s'affirmer comme une alternative crédible. Ce qui devrait l'amener à ouvrir de nouveaux bureaux à l'étranger, en France et recruter 90 nouveaux salariés. La société parisienne est déjà présente à Nice, Rouen, Ajaccio, Epinal... « Bordeaux nous intéresse, car il y a un écosystème sur la 3D, réalité augmentée, l'esanté, mais il faut réussir à lever des fonds pour tous ces développements », tempère-t-il. Mais, dernière Qwant, c'est bien plus que la survie d'une pépite française qui se joue, c'est notre indépendance sur la maîtrise des grands outils numériques à l'échelle européenne. « La clé, c'est de croire en l'Europe et de se battre ensemble », lance Éric Léandri.



# Il y a 353 288 Charentais

## RECENSEMENT

L'Insee a publié hier ses statistiques. Où il apparaît que la démographie charentaise stagne de façon inquiétante

BERTRAND RUIZ  
b.ruiz@sudouest.fr

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a dévoilé hier les dernières données du recensement (lire par ailleurs en pages 2 et 3). Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Charente comptera officiellement 353 288 habitants. Ce chiffre, qui fait référence aux éléments statistiques de l'année 2016, a valeur légale : il sert notamment à l'État pour fixer le montant de ses dotations aux collectivités locales. Décryptage de la situation charentaise

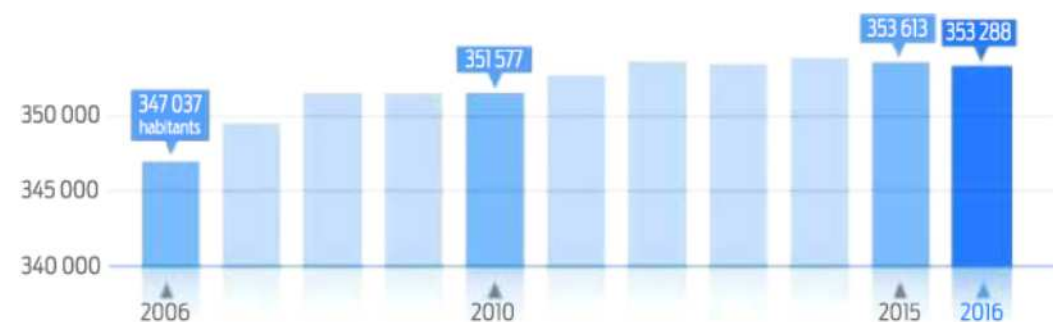
### 1 Une démographie en stagnation

En un an, la population départementale légale a perdu 325 habitants. Toutefois, l'Insee se refuse à comparer les années successives et, pour mesurer les tendances d'évolution, prend comme point de comparaison les résultats du recensement effectué cinq ans plus tôt. Ici, la population légale de 2016 est comparée à celle de 2011.

Le résultat ? En cinq ans, la Charente stagne. Son évolution n'est ni positive, ni négative, elle est quasiment égale à zéro. Le déficit de naissances est compensé par un solde migratoire légèrement positif. Une évolution similaire à celle de la Dordogne mais très en deçà de la moyenne nationale (+0,4 %) et régionale (+0,6 %).

La bonne santé démographique de la Nouvelle-Aquitaine est portée par l'essor de la Gironde (+1,4 %) et des départements côtiers : +0,9 % dans les Landes, +0,5 % dans les Pyrénées-Atlantiques et en Charente-Maritime.

La Charente paie, elle, le tribut d'une seconde année de baisse démographique consécutive. En clair, la dynamique n'est pas bonne. Et il faudra attendre encore quelques



département le plus peuplé sur 100



de la population de la Nouvelle-Aquitaine

353 288 habitants dans le département

Arrondissement de Confolens  
71 845

Arrondissement de Cognac  
= 99 987

Arrondissement d'Angoulême  
181 456

Évolution annuelle moyenne 2011-2016 (en %)

-0,1

Due au solde naturel  
(Davantage de décès que de naissances)

+0,2

Due au solde migratoire  
(Davantage de nouveaux arrivants que de partants)

Évolution de la population sur la période 2011-2016

Sources : INSEE, ifrmapro

années avant de mesurer les effets, s'ils sont avérés, de l'ouverture d'une LGV.

### 2 La puissance des deux agglomérations

Grand-Angoulême (141 498 habitants) et Grand-Cognac (69 775 habitants) pèsent de tout leur poids sur la démographie départementale. Les deux agglomérations rassemblent 59,8 % des Charentais. Globalement, l'arrondissement d'Angoulême (181 456 habitants) s'avère le plus dynamique avec une évolution annuelle moyenne positive de 0,2 % entre 2011 et 2016. En revanche, l'arrondissement de Confolens

(71 845 habitants) poursuit sa décroissance démographique avec une évolution annuelle négative de 0,3 %. Le vieillissement de la population y est plus marqué. On enregistre effectivement, sur l'arrondissement de Confolens, beaucoup plus de décès que de naissances.

Et ce solde naturel négatif (-0,5 %) n'arrive pas à être compensé par un solde migratoire pourtant correct (+0,2 %). Quant à la démographie sur l'arrondissement de Cognac, elle est à l'étal sur les cinq années concernées par les statistiques de l'Insee, le solde naturel négatif (-0,2 %) étant corrigé par un solde migratoire positif.

### 3 Treize communes de plus de 4 000 habitants

Trio départemental de tête inchangé. Avec 41 935 habitants (contre 42 081 il y a un an), la population municipale légale d'Angoulême reste évidemment la plus importante du département. Suivent Cognac (18 702 habitants), Soyaux (9 356 habitants), La Couronne (7 694 habitants) et Saint-Yrieix (7 243 habitants) qui passe devant Ruelle-sur-Touvre (7 215 habitants). On retrouve ensuite Gond-Pontouvre (5 995), L'Isle-d'Espagnac (5 615), Champniers (5 184), Barbezieux (4 678), Jarnac (4 413), Roulet-Saint-Estèphe (4 257) et Brie (4 241).



## La préfète appelle à la vigilance sur la route

Via un communiqué, la préfète de la Charente, Marie Lajus, a appelé hier « à la responsabilité de chacun et à la plus grande vigilance sur les routes. » Rappelant que « depuis le début de l'année 2018, 19 personnes ont trouvé la mort sur les routes de la Charente, notamment dans des accidents dus à des fautes de comportement. » Pour éviter que ce nombre augmente encore, des gestes simples peuvent sauver des vies, comme empêcher une personne de prendre la route si elle a consommé de l'alcool. Par ailleurs, les forces de l'ordre « seront mobilisées et intensifieront leurs contrôles sur l'ensemble du département. »

## SOCIAL

### Chèque énergie : il est encore temps



Le chèque énergie – qui remplace les tarifs sociaux de l'énergie – reçu en avril 2018 reste utilisable jusqu'au 31 mars 2019. Les bénéficiaires qui auraient perdu leur chèque énergie peuvent demander sa réémission en ligne sur le site Internet [www.chেকেenenergie.gouv.fr](http://www.chেকেenenergie.gouv.fr) ou via le 0 805 204 805. PHOTO ARCHIVES FABRIEN COTTEREAU



# Lecorne laisse Lelièvre concourir pour la mairie

## MUNICIPALES

L'ancien commerçant renonce à briguer la tête de liste pour les élections de 2020

PHILIPPE MÉNARD

p.menard@sudouest.fr

Il avait fait irruption dans le jeu des élections municipales début novembre, sans que l'on s'y attende (« SO » du 8 novembre). Philippe Lecorne se retire de lui-même de la course à l'investiture du parti Les Républicains. L'ancien commerçant a prévenu le conseiller départemental Jean-Hubert Lelièvre, désormais seul en lice, il y a un mois.

Le comité départemental LR, qui devait trancher entre les deux hommes, se réunit en janvier. « Levoteva être défavorable pour moi. Je ne me présenterai pas. Il vaut mieux s'en aller avec les honneurs », considère Philippe Lecorne. Le comité départemental compte une soixantaine de membres. On y retrouve le secrétaire général, Jean-Hubert Lelièvre, nommé par les instances parisiennes, divers élus encartés (maires, conseillers régionaux, etc.) et les délégués de circonscription.

La liste conduite par Philippe Lecorne a remporté deux des trois circonscriptions charentaises, mais pas celle d'Angoulême, réputée proche de Xavier Bonnefont. Les Angoumoisins risquaient de ne pas faire de cadeau au militant cognaçais, qui a raflé la présidence LR en Charente au détriment du maire d'Angoulême. « En France, j'ai été le seul militant de base à battre un maire sortant », se réjouit encore Philippe Lecorne.

### « J'ai eu ma dose de soucis »

Une autre voix a pesé dans sa décision, celle de Francis Hardy, son « parrain » en politique, celui pour lequel il s'est toujours battu. « Il m'a conseillé de laisser Jean-Hubert Lelièvre partir seul », confie Philippe Lecorne. Il reconnaît au quadragénaire une expérience de directeur



Alors concurrents pour l'investiture, Jean-Hubert Lelièvre et Philippe Lecorne s'étaient croisés sur le rond-point de la Trache lors de la première journée du mouvement des gilets jaunes. ARCHIVES P.H.M.

## Richaud sans doute colistière

Numéro 2 de Noël Belliot aux élections municipales de 2014, la divers droite Émilie Richaud avait la légitimité pour postuler comme tête de liste en 2020. Début novembre, elle confiait à « Sud Ouest » qu'elle y renonçait, « pour des raisons personnelles et professionnelles. J'ai trois enfants, ça n'a pas changé, ils m'occupent toujours passablement ! Et chez Garandeau, nous avons des challenges à relever. Je ne me voyais pas quitter mon activité professionnelle pour faire campagne et travailler à la mairie. Maire, c'est un job à plein temps ! » Cela ne signifie pas qu'Émilie Richaud ne se mêlera pas à la bataille en 2020. « Je partirais probablement sur une liste. Le plus logique et naturel serait de partir avec Jean-Hubert (Lelièvre). J'attends de voir un peu comment les choses se décantent », dit-elle, sans totalement exclure un ralliement à un autre candidat. Accepterait-elle un poste d'adjointe ? « Cela me semble compatible avec mon métier. Il y a des adjoints qui travaillent. » Espère-t-elle renouveler son mandat de conseillère départementale en 2021 ? « C'est un mandat qui me plaît », répond l'élue cognaçaise, mais l'échéance est « un peu lointaine » pour se prononcer.

de cabinet, auprès du maire de Royan puis celui de Rochefort. « Il connaît les ficelles de la mairie. Chacun son boulot. Je vais avoir 69 ans, dont 46 ans à tenir le magasin. C'est une responsabilité. J'ai eu ma dose de soucis, je ne vais pas m'en mettre davantage. J'avais plein d'idées pour la ville mais je ne sais pas si j'aurais

fait un bon maire. Je me serais fait engueuler pour n'importe quoi. Ce n'est pas facile, avec la baisse des dotations de l'État. » Philippe Lecorne aspire à plus de « tranquillité ».

### Le « piège » d'Isabelle Lassalle

À vrai dire, il n'aurait jamais pensé à l'hôtel de ville s'il n'avait pas gagné

la présidence de LR en Charente, pour y faire vivre la « ligne » Wauquiez. « Mme Lassalle m'avait tendu un piège, en provoquant la zizanie », rappelle-t-il au sujet de la main tendue par l'élue Rassemblement national, qui se disait prête à s'allier avec lui. L'épisode avait révélé qu'il envisageait une candidature.

« Je suis loyal », insiste Philippe Lecorne. Il soutiendra Jean-Hubert Lelièvre, sans revendiquer de poste d'adjoint au commerce ou aux sports. Faire remonter les adhésions chez LR en Charente est un défi qui lui suffit. Jean-Hubert Lelièvre prend acte. « C'est une bonne chose. » Il ne veut pas en rajouter sur les discussions internes, à un moment où « les gens sont dans une crise inédite. » Il a désormais les coudées franches dans son camp, Émilie Richaud ayant renoncé à la tête de liste (lire ci-contre). « Je travaille, j'essaie de faire des choses concrètes avec le mandat qui est le mien, et le petit levier dont je dispose, le tourisme », glisse celui qui a contribué à la fusion entre les instances touristiques de Charente et Charente-Maritime.



# Les enfants bluffés par le magicien

Vendredi 21 décembre, dernier jour d'école à La Combe des Dames avant les vacances de Noël, les enfants ont reçu la visite du Père Noël et partagé le traditionnel goûter. L'association des parents d'élèves avait aussi choisi de faire venir un magicien pour l'occasion. Les classes, une par une, ont profité du spectacle proposé par l'angoumoisain Axel Vergnaud.

## Un air de grand frère

Les CP de Stéphanie Cordier furent son premier public. Les enfants ont tout de suite accroché avec le magicien aux airs de grand frère. L'artiste maîtrise la magie rapprochée et enchaîne les tours version Rubik's cube, cracheur de boules rouges, etc. Les petits écoliers rigolent de bon cœur et en redemandent. « Et si on sortait le chat écrasé du sac à dos ? »



**Axel Vergnaud apprend un tour de magie à la classe de CP de Stéphanie Cordier. PHOTO S.B.**

Les petites billes rondes n'en perdent pas une miette. Voilà six ans qu'Axel Vergnaud baigne dans la magie. Un ami réalise un tour sous ses yeux. C'est la révélation pour le

jeune homme qui se lance. Les proches sont séduits. Axel Vergnaud en fait son métier. Talentueux, le jeune magicien est un artiste à suivre.

**Sandra Balian**